



Syndicats CGT et UGICT-CGT
des Territoriaux
Rennes – Ille et Vilaine



Le 1er mai, symbole intouchable ?

Bilan des attaques et de la résistance collective en 2026

Un symbole sous attaque

Le 1er mai, jour international des travailleurs et travailleuses, est bien plus qu'un simple jour férié. Il incarne plus d'un siècle de luttes sociales, de conquêtes pour la dignité au travail et le droit au repos. Pourtant, en 2026, ce symbole a été violemment attaqué par une alliance inédite entre la droite et l'extrême droite, qui ont tenté de faire adopter une proposition de loi visant à élargir massivement le travail ce jour-là.

Sous couvert de défendre les petits commerces de proximité, comme les boulangeries ou les fleuristes, cette proposition de loi cachait en réalité une volonté de satisfaire les grandes enseignes commerciales. Les dérogations prévues concernaient non seulement l'artisanat alimentaire, mais aussi les supermarchés, les commerces culturels et même les animaleries. Une brèche dangereuse, qui aurait ouvert la porte à une généralisation du travail le 1er mai, au mépris des droits des salarié·es.

L'union sacrée de la droite et de l'extrême droite

Ce projet de loi, porté par la Droite Républicaine et soutenu par le Rassemblement National, a révélé une convergence troublante entre ces forces politiques. Leur argumentaire, basé sur des prétendus besoins des petits commerces et une soi-disant « insécurité juridique », n'a pas résisté à l'analyse. En 2025, seulement une poignée d'entreprises sur 35 000 ont été verbalisées pour non-respect du repos du 1er mai, et les sanctions n'ont même pas été appliquées. La réalité ? Une volonté de remettre en cause un droit fondamental, sous prétexte de flexibilité.

Pour la CGT, cette attaque est claire : il s'agit d'un cadeau aux grands groupes, au détriment des salarié·es et des petits commerces indépendants. Le 1er mai n'est pas un jour comme les autres. C'est le seul jour férié où le travail est interdit, sauf exceptions strictes, et où les salarié·es sont payé·es sans travailler. Y toucher, c'est s'attaquer à un symbole universel de la lutte pour les droits sociaux.

La mobilisation paye : une victoire collective

Face à cette offensive, la réponse a été massive. Des dizaines de milliers de personnes se sont mobilisées : pétitions, interpellations des député·es, manifestations. La CGT, aux côtés des autres organisations syndicales, a joué un rôle clé dans cette résistance. Le 13 avril 2026, la mobilisation a porté ses fruits : le gouvernement a reculé. La commission mixte paritaire, nécessaire pour valider la proposition de loi, n'a pas été convoquée. Le 1er mai reste donc, pour l'instant, un jour férié, chômé et payé.

Cette victoire est celle de la solidarité et de l'unité. Elle prouve que, quand les travailleuses et les travailleurs se mobilisent, ils peuvent faire plier les projets les plus iniques. Mais cette victoire est aussi fragile. Les forces qui ont tenté de s'attaquer au 1er mai ne désarment pas. Elles reviennent toujours à la charge, cherchant à grignoter nos droits, un à un.

Le 1er mai 2026 : un rendez-vous crucial

La bataille n'est pas terminée. Le 1er mai 2026 doit être un jour de mobilisation massive. Il ne s'agit pas seulement de célébrer nos conquêtes, mais de les défendre. La CGT appelle toutes et tous à descendre dans la rue pour dire haut et fort : **le 1er mai n'est pas négociable.**

Ce jour est le nôtre. Il est le symbole de notre unité, de notre force collective. Il rappelle que les droits ne sont jamais acquis définitivement, et qu'ils doivent être défendus sans relâche. En 2026, plus que jamais, le 1er mai doit résonner comme un cri de résistance : contre la précarité, contre l'exploitation, contre ceux qui veulent nous voler nos conquêtes sociales.

Et demain ?

La lutte pour le 1er mai est un combat d'avenir. Elle pose une question fondamentale : dans quelle société voulons-nous vivre ? Une société où les droits des travailleuses et des travailleurs sont constamment remis en cause, ou une société où le progrès social reste une priorité ?

La CGT, avec l'ensemble des forces syndicales et progressistes, continuera à se battre pour que le 1er mai reste un jour de repos, de lutte et de fête. Mais cette bataille ne peut être gagnée sans une mobilisation permanente. Chaque agent·e, chaque salarié·e, chaque citoyen·ne, doit rester vigilant·e et prêt·e à se battre.

**Le 1er mai 2026, soyons toutes et tous dans la rue.
Montrons que nous ne laisserons personne toucher à ce symbole.**

Le 1er mai est et restera férié, chômé et payé !